

Hors commission n° 2

Conseil Départemental Réunion du 13 octobre 2025

Autorisation d'ester en justice Rapport d'information

L'article L.3221-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « le Président du Conseil Départemental peut, par délégation du Conseil Départemental, être chargé pour la durée de son mandat d'intenter au nom du Département les actions en justice ou de défendre le Département dans les actions intentées contre lui dans les cas définis par le Conseil Départemental. Il rend compte à la plus proche réunion du Conseil Départemental de l'exercice de cette compétence ».

Par délibération du Conseil Départemental en date du 1^{er} juillet 2021, une délégation m'a été accordée pour exercer cette compétence pour la durée de mon mandat.

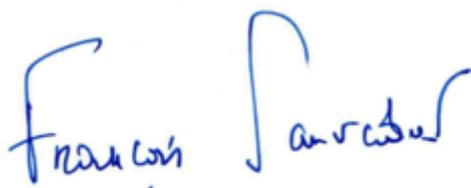
En application des dispositions de l'article L.3221-10-1 précité, vous trouverez, en annexe, différentes fiches pour vous rendre compte des décisions que j'ai été amené à prendre dans le cadre de cette délégation depuis la dernière réunion du Conseil Départemental.

Ces fiches sont relatives :

- aux contentieux généraux,
- aux procédures judiciaires suivies au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance avec l'assistance d'un avocat,
- à une constitution de partie civile devant le Tribunal Judiciaire de Dijon.

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre acte de ces éléments.

Le Président



François SAUVADET
Ancien Ministre

FICHE 1/ CONTENTIEUX GÉNÉRAUX**Tribunal Administratif de Dijon****Dossier : Madame H.G.**

Par requête en date du 11 avril 2025, notifiée le 5 mai 2025 au Département, Mme H.G. sollicite du Tribunal Administratif l'annulation de titres de recettes émis dans le cadre d'indus générés au titre des frais d'hébergement de sa mère en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Monsieur R.M.**

Par requête en date du 17 avril 2025, notifiée le 9 mai 2025 au Département, M. R.M. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'orientation en Etablissement et Service d'Aide par le Travail.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Monsieur J.M.**

Par requête en date du 15 mai 2025, notifiée le 19 mai 2025 au Département, M. J.M. sollicite du Tribunal Administratif l'annulation d'un titre de recettes émis à la suite d'un indu généré au titre du Revenu de Solidarité Active.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame F.I.**

Par requête en date du 7 mai 2025, notifiée le 22 mai 2025 au Département, Mme F.I. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Monsieur G.S.

Par requête en date du 20 mai 2025, notifiée le 23 mai 2025 au Département, M. G.S. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester une amende administrative appliquée dans le cadre d'un indu généré au titre du RSA.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Madame C.L.

Par requête en date du 19 mai 2025, notifiée le 28 mai 2025 au Département, Mme C.L. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Monsieur S.F.

Par requête en date du 7 juin 2025, notifiée le 10 juin 2025 au Département, M. S.F. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Société FM PROJET

Par requête en date du 10 juin 2025, notifiée le 11 juin 2025 au Département, la Société FM PROJET sollicite du Tribunal Administratif la condamnation du Département à lui verser la somme de 3 259 605 € HT au titre du préjudice qu'elle estime avoir subi dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre en lien avec le déploiement de réseaux publics dit Fiber To The Home (FTTH).

Le Département est assisté par Maître Laurent BONNARD – Cabinet SEBAN AVOCATS – 282 boulevard Saint Germain – 75007 PARIS, dans cette affaire.

Tribunal Judiciaire de Dijon**Dossier : Société NOBEL CONNEXION**

Par assignation en intervention forcée notifiée le 13 juin 2025 au Département, la Société NOBEL CONNEXION a saisi le Tribunal Judiciaire dans le cadre d'un litige l'opposant à l'Association Enfance et Handicap en Côte-d'Or (EHCO), cette association venant elle-même aux droits de l'Association Beaunoise de Protection de l'Enfance (ABPE). Par cette assignation, la Société requérante demande à ce que le Département soit condamné à la relever et la garantir de toutes les condamnations qui seraient prononcées à l'encontre de l'Association EHCO (sachant que la requérante sollicite la condamnation de l'Association à lui verser la somme de 1 697 250,00 euros dans le cadre de l'application d'un contrat ancien).

Le Département est assisté par Maître Anne GESLAIN – Cabinet DU PARC MONNET – 4B rue Jeanne Barret – 21000 DIJON, dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame F.V.**

Par requête en date du 19 juin 2025, notifiée le 20 juin 2025 au Département, Mme F.V. sollicite du Tribunal Administratif l'annulation d'un titre émis dans le cadre d'un indu généré au titre du Revenu de Solidarité Active.

Par une seconde requête en date du 19 juin 2025, notifiée le 20 juin 2025 au Département, Mme V. demande l'annulation de l'amende administrative qui lui a été notifiée à la suite de son indu Revenu de Solidarité Active.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame G.C.**

Par requête en date du 27 juin 2025, notifiée le 30 juin 2025 au Département, Mme G.C. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame C.D.F.**

Par requête en date du 17 juin 2025, notifiée le 1^{er} juillet 2025 au Département, Mme C.D.F., Agent du Département, a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester son placement en maladie ordinaire à la suite d'un accident de service dont elle a été victime.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Madame M.Z.

Par requête en date du 6 juin 2025, notifiée le 1^{er} juillet 2025 au Département, Mme M.Z. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester la décision de retrait de son agrément en qualité d'assistante maternelle.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Monsieur J.-J.G.

Par requête en date du 22 mai 2025, notifiée le 8 juillet 2025 au Département, M. J.-J.G. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester la décision de refus de reconnaissance de son handicap.

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Monsieur H.A.

Par requête en référé suspension en date du 16 juillet 2025, notifiée le 17 juillet 2025 au Département, M. H.A. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester une décision de refus de renouvellement de son contrat jeune majeur.

Le Département est assisté par Maître Cécile DANDON – Cabinet DU PARC MONNET – 4B rue Jeanne Barret – 21000 DIJON, dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Monsieur P.P.

Par requête en date du 15 juillet 2025, notifiée le 18 juillet 2025 au Département, M. P.P. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester une sanction disciplinaire prise à son encontre.

Le Département est assisté par Maître Cécile DANDON – Cabinet DU PARC MONNET – 4B rue Jeanne Barret – 21000 DIJON, dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Monsieur M.L.

Par requête en date du 21 juillet 2025, notifiée le 28 juillet 2025 au Département, M. M.L. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame C.-L.P.**

Par requête en date du 21 juillet 2025, notifiée le 28 juillet 2025 au Département, Mme C.-L.P. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Monsieur H.F. et Madame M.F.**

Par requête en date du 21 juillet 2025, notifiée le 4 août 2025 au Département, M. H.F. et Mme M.F. ont saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement » et la Carte Mobilité Inclusion mention « Priorité ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame G.G.**

Par requête en date du 4 août 2025, notifiée le 4 août 2025 au Département, Mme Guenaelle GAUTHERON a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame M.-J.D.**

Par requête en date du 2 août 2025, notifiée le 4 août 2025 au Département, Mme M.-D. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon**Dossier : Madame C.M.**

Par requête en date du 21 août 2025, notifiée le 21 août 2025 au Département, Mme C.M. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

Tribunal Administratif de Dijon

Dossier : Monsieur A.E.G.

Par requête en date du 29 août 2025, notifiée le 1^{er} septembre 2025 au Département, M. A.E.G. a saisi le Tribunal Administratif en vue de contester un refus d'attribution de Carte Mobilité Inclusion mention « Stationnement ».

Un mémoire en défense a été adressé au Tribunal Administratif afin de défendre les intérêts du Département dans cette affaire.

FICHE 2/ PROCÉDURES JUDICIAIRES SUIVIES AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE AVEC L'ASSISTANCE D'UN AVOCAT

I - VICTIME :

. IDENTITÉ : C.G. née en 2009.

. STATUT : Mineure admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. PLACEMENT :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de harcèlement moral.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : A.F. née en 2013.

. **STATUT** : Mineure admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : N.R. né en 2008.

. **STATUT** : Mineur non admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits d'agression sexuelle sur mineur de plus de 15 ans

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : L.M. né en 2010.

. **STATUT** : Mineur admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIMES :

. **IDENTITÉ** : L.P. née en 2021,
M.P. née en 2018,
L.R. né en 2007.

. **STATUT** : L.P. et M.P. : mineures admises au service Aide Sociale à l'Enfance.
L.R. : mineur non admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :



Famille d'accueil



Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence sur mineurs de quinze ans.

III - PERSONNE CONCERNÉE :



Ascendant légitime



Personne ayant autorité



Tiers

IV - PROCÉDURE :



Juge d'Instruction



Procureur de la République



Tribunal Correctionnel



Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : L.L. né en 2007.

. **STATUT** : Mineur admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :



Famille d'accueil



Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :



Ascendant légitime



Personne ayant autorité



Tiers

IV - PROCÉDURE :



Juge d'Instruction



Procureur de la République



Tribunal Correctionnel



Juge des enfants

I - VICTIMES :

. **IDENTITÉ** : R.E.H. né en 2011,
S.E.H né en 2012,
M.B.S. né en 2018,
N.B.S né en 2023.

. **STATUT** : Mineurs non admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violences volontaires.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : M.S. né en 2024.

. **STATUT** : Mineur non admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : L.P.B. né en 2012.

. **STATUT** : Mineur non admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence avec arme.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIMES :

. **IDENTITÉ** : A.L. née en 2018,
S.L. née en 2018.

. **STATUT** : Mineures admises au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Procédure civile dans le cadre d'une contestation de paternité.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

Autre : Juge de la mise en état

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : L.A.B. né en 2014.

. **STATUT** : Mineur non admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : J.P.L. née en 2009.

. **STATUT** : Mineure admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de viol sur mineur.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIMES :

. **IDENTITÉ** : M.J.D née en 2023.

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : D.D. née en 2019.

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Procédure civile dans le cadre d'une contestation de paternité.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

Autre : Juge de la mise en état

I - VICTIMES :

. **IDENTITÉ** : M.M. née en 2010,
A.M. née en 2011.

. **STATUT** : Mineures non admises au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence volontaire.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : S.C. née en 2009.

. **STATUT** : Mineure admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits d'agression sexuelle sur mineur de plus de 15 ans

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : C.M. née en 2014

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits d'atteinte sexuelle.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : L.J. née en 2015

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits d'atteinte sexuelle.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : A.P. née en 2009.

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : C.M.B. née en 2013

. **STATUT** : Mineure admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : M.R. née en 2010

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits d'atteinte sexuelle sur mineur de 15 ans.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : L.M. née en 2014

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits d'atteinte sexuelle.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : C.M.M. née en 2008

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence sur conjoint.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : M.D.M. née en 2010

. **STATUT** : Mineure non admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de corruption de mineur.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : C.G. née en 2009.

. **STATUT** : Mineure admise au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de harcèlement moral.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

I - VICTIME :

. **IDENTITÉ** : K.M. né en 2009.

. **STATUT** : Mineur admis au service Aide Sociale à l'Enfance.

. **PLACEMENT** :

Famille d'accueil

Établissement

II - CADRE D'INTERVENTION:

Faits de violence commis en réunion.

III - PERSONNE CONCERNÉE :

Ascendant légitime

Personne ayant autorité

Tiers

IV - PROCÉDURE :

Juge d'Instruction

Procureur de la République

Tribunal Correctionnel

Juge des enfants

FICHE 3/ CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE DIJON

Tribunal Judiciaire de Dijon – Audience du 17 juin 2025

Dossier : Madame S.D.

Faits : Fraude au RSA et tentative d'escroquerie à la Prestation de Compensation du Handicap

Montant du préjudice : 10 280,10 euros

Date de la plainte : 31 janvier 2023

Date de la constitution de partie civile : 10 juin 2025